



L'Allemagne et la question du rapatriement des biens culturels africains : l'ambivalence d'une mémoire coloniale

Depuis que le Bénin a formulé en 2016 en direction de la France sa demande de restitution des biens culturels emportés par le corps expéditionnaire d'Amédée Dodds en 1892, la question du rapatriement des biens culturels africains et des anciennes colonies en général est devenue centrale dans le débat public international. Dans ce contexte, l'Allemagne occupe une place particulière, du fait de son histoire coloniale mais aussi de sa politique mémorielle.

La présente contribution envisage, dans un premier temps, d'analyser la place de l'Allemagne dans l'histoire coloniale européenne. Ensuite, il s'agira de donner un aperçu de la politique allemande du rapatriement de biens culturels africains dont le partenariat autour du *Benin Dialogue* est le point central. L'article montrera enfin les implications de cette politique en termes de perspectives pour la mémoire collective allemande et au-delà.

Introduction

Si la plupart des nations européennes ont eu des possessions ou des colonies en Afrique, l'Allemagne a connu une histoire coloniale particulière¹. Elle est passée du

* Emery Patrick Effiboley est muséologue et historien de l'art. Précédemment chercheur postdoctoral de la Fondation Andrew W. Mellon au Centre for the Creative Arts of Africa à l'Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), il est actuellement chef du Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Secrétaire du Comité de coopération muséale et patrimoniale entre la France et le Bénin (CCMP-FB) mis en place en septembre 2018 par le président de la République, Patrice Talon, il est co-auteur du rapport élaboré par ledit comité pour préparer le rapatriement des trésors royaux du Bénin. Parmi ses publications les plus récentes : « Nation building in Contemporary Benin Republic : the role of art, museums, and cultural heritage », in *The Omnipresent Past. Historical Anthropology of Africa and African Diaspora*, éd. par D. Bondarenko et M. Butovskaya (2019) ; « Decolonizing African museums : meanings and imperatives », *Zaria Archaeology Papers* (2019) ; « Formes et rencontre : les nouveautés plastiques dans la création africaine à l'orée de la modernité occidentale et au-delà », *Annales de la FASHS* (2019) ; « Reflections on the issue of repatriation of looted and illegally acquired African cultural objects in western museums », *Contemporary Journal of African Studies* (2020) ; « Looting of cultural heritage and the disruption of traditional sovereignty in Africa », *Zaria Archaeology Papers* (2020) ; et « Decolonizing African Aesthetics : a way forward », in *Decolonial Aesthetics I. Tangled Humanism in Euro-African context*, éd. par Michaela Ott et Babacar Mbaye Diop (2022).

1. Il faut rappeler aussi que d'autres pays ont participé à l'aventure coloniale africaine avant la colonisation formelle sans être très présent dans les débats postcoloniaux en Afrique. Le Danemark avait des possessions, notamment à Gléxué (Ouidah) et dans l'actuel Ghana. Les Pays-Bas avaient également une possession dans la Gold Coast (Ghana actuel), qu'ils ont vendue aux Anglais en échange de la leur en Asie du Sud. Ce faisant, ils

leader du projet colonial européen à son retrait de l'Afrique, à l'issue du premier conflit mondial en 1919. Aujourd'hui, elle se pose, de par sa politique de gestion du rapatriement des biens culturels, en leader pour assumer son histoire et dans une certaine mesure l'histoire coloniale européenne. Il s'agit ici de mettre en lumière l'évolution singulière de l'histoire coloniale allemande en Afrique dont le point le plus remarqué aujourd'hui est l'absence de la langue de Goethe comme langue officielle sur le continent. L'article essaie de décrypter les points essentiels de la démarche allemande de rapatriement des biens culturels pillés pendant la période coloniale pour aboutir aux enjeux mémoriels par rapport au passif colonial sur son propre territoire avec une perspective sur le continent européen et en Afrique.

Le positionnement de l'Allemagne face à l'histoire coloniale

Le leadership colonial allemand²

L'intervention de l'Allemagne dans l'histoire coloniale date de plus longtemps que l'on ne le pense habituellement. En effet, comme le rappelle Bea Lundt, la première tentative d'une politique coloniale allemande date du XVII^e siècle. C'est ce qu'écrit Lundt en ces termes :

« On ne devrait pas oublier qu'il y a eu une première "aventure coloniale" menée par le Kurfürst Friedrich Wilhelm de Brandebourg (1620-1688) qu'on appelait Der Große Kurfürst parce que l'on croyait qu'il avait réalisé de grandes choses. Le Brandebourg, la partie nord-ouest de l'Allemagne avec sa capitale Postdam était le premier pays germanique à s'impliquer dans le colonialisme³. »

De ce premier épisode de l'histoire coloniale allemande, quelques traces ont survécu dans la conscience collective⁴. Mais puisque toutes les nations européennes avaient des visées colonialistes, c'est la France qui réalise son projet colonial dès 1830 alors que l'unification allemande n'était pas encore effective⁵. Il va falloir attendre 1871 pour que l'Allemagne unifiée s'embarque avec succès dans la conquête de territoires hors d'Europe. La concurrence coloniale des nations européennes fait prendre à l'Allemagne l'initiative d'organiser une grande réunion dénommée « Conférence de Berlin » qui s'est tenue du 15 novembre 1884 au 26 février 1885 à Berlin⁶. Contrairement à cette dénomination connue en dehors de l'Allemagne, Clément Mutombo, précédemment professeur de sociologie à l'université d'Innsbruck puis à celle de Vienne

ont constitué ce qui est aujourd'hui l'Indonésie. L'Italie a eu un projet colonial tardif qui s'est soldé par un échec lors de la bataille d'Adoua contre les troupes éthiopiennes de Ménélik II en 1936.

2. On pourra critiquer cette expression si l'on considère l'amorce du colonialisme européen par les grands voyages portugais et espagnols. Mais en prenant le XIX^e siècle comme un deuxième moment du projet colonial, il est indéniable que l'action allemande avait quelque chose d'avant-gardiste même si c'était par ailleurs pour contrer l'hégémonie anglaise croissante.
3. Wazi Apoh, Bea Lundt (dir.), *Germany and its West African Colonies. "Excavations" of German Colonialism in Postcolonial Times*, Vienne, LIT Verlag GmbH & Co. KG, 2013, p. 15, traduit par Effiboley.
4. Pour plus d'informations, on peut lire par exemple, Adjai Paulin, Oloukpona-Yinnon, « "Großfriedrichsburg" und Otto Friedrich von der Gröbens Reisebericht Guinesische Reisebeschreibung (1694) », dans Adjai P. Oloukpona-Yinnon, Dotsé G. Yigbe (dir.), *Reiseliteratur und Wahrnehmung der Fremdheit am Beispiel Afrikas, Beiträge in Deutsch, Englisch & Französisch aus dem Internationalen Humboldt-Kolleg in Lomé, 4-8. Dezember 2007*, Lomé, PUL, 2011, p. 33-56.
5. Chantal Metzger, « L'empire colonial allemand : brève histoire, longue mémoire », *Société française des Outre-mers*, 2017, p. 271-272.
6. Comme l'a révélé Clément Mutombo par ses recherches à la fois dans les archives allemandes comme auprès des habitants de la ville de Berlin, la rencontre porte le nom de conférence du Kongo.

en Autriche, dans un entretien donné à l'occasion de la promotion de son ouvrage, *Histoire germano-congolaise. La genèse des États congolais*⁷ expliquait comment c'est à l'occasion du centenaire de cette réunion qu'il a été confronté au fait que celle-ci ne se désignait pas comme conférence de Berlin dans sa ville d'accueil mais comme conférence du Kongo⁸.

La conférence avait pour objectif de s'entendre entre nations européennes sur les conditions de la pénétration des terres intérieures africaines de sorte à ne pas s'opposer frontalement sur le terrain africain et plus particulièrement sur les conditions de la scission du territoire du Kongo⁹. Jusque dans les années 1980, il y avait la composition de Célestin Gbédjinou chantée par Danialou Sagbohan et lui-même, que l'on diffusait, notamment à la Radio nationale du Bénin¹⁰ (Radio Cotonou) qui disait ceci :

« André Brue, René Caillé et Faidherbe ; Binger, Dodds, Ballot, Lyautey, Brazza ; ils ont exploré le continent africain, chacun pour le compte de son pays ; Il fallait trouver un terrain d'entente pour éviter tout différend ; Ils ont pris d'assaut l'Afrique comme une sauterelle et ont pollué sa culture, sa politique et son économie. C'est depuis la Conférence de Berlin qu'a eu lieu ce partage de l'Afrique. Hélas mon Dieu, ils voulaient nous réduire pour nous détruire à néant ».

Tous les jeunes écoliers et élèves de l'époque la connaissaient et la chantaient à longueur de journée. La chanson était aussi proposée comme morceaux choisis aux examens de fin d'études élémentaires.

À la veille de la Première Guerre mondiale en 1914, l'Allemagne était présente en Afrique de l'ouest dans des colonies dénommées Togoland et Kamerun. Ailleurs sur le continent, elle était présente en ce qui était appelé l'Afrique orientale allemande (Tanganika), et au Sud-Ouest africain allemand (Namibie). Son influence s'étendait également au Proche-Orient notamment en Turquie, Syrie et elle comptait demeurer aussi longtemps que les peuples sous domination ne se rebellent. Mais entre-temps, le premier conflit mondial éclata et dura quatre années avec de nombreux dégâts tant matériels qu'en vies humaines.

Une aventure coloniale raccourcie

À la fin de la Première Guerre mondiale de 1914-1918, les vainqueurs se réunirent sous la houlette de la Société des Nations (SDN et ancêtre de l'Organisation des Nations Unies, ONU) au Palais des Glaces du Château de Versailles et dans le cadre de ce qui l'est convenu d'appeler la Conférence de Paris. C'était pour décider du sort de l'Allemagne considérée par eux comme la grande coupable, la *Hauptshuldige* du premier conflit mondial.

À l'issue de cette conférence à laquelle le président des États-Unis d'Amérique, Thomas Woodrow Wilson, ne prendra pas part, par défection, les alliés, avec la

7. Clément Mutombo, *Histoire germano-congolaise. La genèse des États congolais*, Chastre, Éditions Pistes africaines, 2013.

8. Pour plus de détail, voir Cheik Fita, « Livre. Focus sur « Histoire Germano-congolaise » de Clément Mutombo », www.cheikfita.over-blog.net/article-focus-sur-histoire-germano-congolaise-de-clement-mutombo-121747082.html (consulté le 18.10.2022).

9. *Ibid.*

10. Le pluralisme médiatique non maîtrisé enclenché à la suite de la Conférence des forces vives du Bénin de février 1990 a sonné le glas de la production médiatique patriotique au point qu'aujourd'hui une bonne partie de production télévisuelle est assurée par une chaîne étrangère alors que, dans le même temps, la production locale diminue sur le coup de la raréfaction des budgets.

France en tête, décidaient de faire payer à l'Allemagne son zèle belliqueux. Entre autres sanctions notamment économiques, toutes ses colonies lui sont arrachées. C'est ainsi que sa possession du Togoland a été scindée en deux. Une partie est allée à la France par mandat de la SDN et est devenue plus tard le Togo contemporain. Une seconde partie est rattachée à la colonie anglaise de la Gold Coast qui donnera naissance au Ghana actuel. En Afrique orientale, l'Angleterre mettra main basse sur ses possessions, etc.

Par ces décisions de la défunte Société des Nations (SDN), l'aventure coloniale allemande s'arrêta et celle-ci compromettait le relèvement économique de l'Allemagne tout en formant le nid pour le second conflit mondial. Mais en dépit de cette courte existence de l'Empire allemand notamment en Afrique, elle prend les devants aujourd'hui du rapatriement des biens culturels pour « réparer » une violence coloniale à laquelle elle n'a participé que pour quelques décennies.

Une mémoire collective germanique complexe

La brusque sortie de l'Allemagne de l'aventure coloniale en Afrique et dans le monde la met aujourd'hui dans une situation de relative « sainteté » où, elle ne semble pas impliquée dans la violence coloniale. Cette perception est couplée avec le fait que le souvenir des deux conflits mondiaux dans lesquels elle n'a pas joué un rôle d'arrière-garde, l'amène à se confronter au réalisme des questions de mémoire sur son propre sol, vis-à-vis de ses voisins européens notamment la France et de l'Afrique. Ce contexte favorise donc une gestion des mémoires coloniales avec un certain réalisme que l'on retrouve difficilement auprès de ses voisins français et anglais. Voilà peut-être pourquoi il n'a pas été possible d'avoir des débats scientifiques inclusifs au sujet du rapatriement des trésors de l'ancien royaume du Danxomè. Mieux encore, dans la mise en scène du retour, à l'arrivée des trésors royaux le 10 novembre 2020 au palais de la présidence de la république à Cotonou (Bénin), les organisateurs ont choisi de mettre en avant le roi Guézo¹¹ en sortant la caisse de son trône à la grande soirée de réception alors même que les *regalia* du roi Béhanzin, qui s'est opposé à la conquête coloniale française ont pratiquement été mis en veilleuse¹². Pour un observateur attentif de la politique culturelle du gouvernement béninois, ce choix contraste notamment avec la déclaration du président Patrice Talon qui, le 30 juillet 2022, lors de la cérémonie de dévoilement des monuments a fustigé le colonialisme alors même que son choix est en droite ligne avec la politique supposée de rénovation du roi Guézo (1818-1858) au détriment du roi Béhanzin (1888-1892) qui s'est opposé à la conquête coloniale.

La politique allemande face aux biens culturels issus de contextes coloniaux

L'Allemagne, comme le montrent les diverses initiatives ci-après, a une politique des biens culturels issus des contextes coloniaux différente de celle de ses

11. Dans ce processus, Adandozan est réhabilité par les universitaires à travers une conférence à l'université d'Abomey-Calavi dont les actes sont parus courant 2021, sous le titre, *La vie, le règne et l'œuvre de Dàdà Adandozan. Vingt-et-un ans effectifs de règne (1798-1818). Deux cents ans d'ostracisme (1818-2018)* continue d'être mis sous le boisseau.

12. Lors de la conférence sur le centenaire de la mort du roi Béhanzin du 13 au 15 décembre 2006 à l'hôtel Dako de Bohicon qui n'existe plus aujourd'hui, j'étais assis à la même table de déjeuner que le feu professeur Félix Iroko et une autre universitaire encore en vie. Ils échangeaient sur l'obstruction venant des princes d'Abomey qui avaient même envoyé des correspondances au président Mathieu Kérékou pour que ni le palais de ce souverain ni sa mémoire ne soient mis en valeur et en lumière.

partenaires européens. Cela se mesure tant par la stratégie mise en place que par les acteurs mobilisés.

Éléments de préparation intellectuelle d'un processus historique

Alors que la stratégie de préparation de la France a consisté à commettre le duo Bénédicte Savoy Felwine Sarr à la réalisation d'un rapport¹³ sur les biens spoliés se trouvant dans les établissements français, celle allemande a été relativement plus inclusive. En rappelant tout de même que ce processus s'inscrivait dans le contexte général de la rénovation du Humboldt Forum¹⁴, la préparation allemande a consisté à l'organisation de plusieurs rencontres scientifiques d'universitaires et spécialistes des musées et du patrimoine culturel en dehors d'Allemagne. La première, à notre connaissance, a eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) les 15 et 16 février 2016 sur le thème *Humboldt Forum in Sub-Saharan Africa*. Elle a réuni plusieurs universitaires, conservateurs, et germanistes africains mais aussi des personnalités comme Neil McGregor, ancien directeur du British Museum et co-signataire de la *Déclaration sur les musées universels*¹⁵ (2002), Jonathan Fine, précédemment conservateur des collections africaines au Humboldt Forum naissant et actuellement directeur du musée d'ethnographique de Vienne devenu il y a environ une décennie, Weltmuseum Wien.

La deuxième conférence, à l'initiative du Centre d'art Waza de Lubumbashi avec l'appui de l'Institut Goethe de Kinshasa, s'est tenue à Kinshasa (République Démocratique du Congo), les 22 et 23 octobre 2018, sur le thème « Les musées en convers(at)ion. Perspectives congolaises sur la restitution des biens culturels et la transformation des pratiques muséales en Afrique ». Elle a connu, entre autres, la participation de Guido Gryseels, directeur du musée d'Afrique centrale de Tervuren (Belgique), qui dispose d'une large part du patrimoine du Kongo¹⁶ en exil.

-
13. Le rapport commandité par le président français Emmanuel Macron à la suite de sa conférence à Ouagadougou le 30 novembre 2017 lui a été déposé un an plus tard et porte le titre, *Restituer le patrimoine africain* et fait un pavé de plus de trois cents pages. Celles-ci ont été synthétisées en un volume édité en 2018 sous le même titre aux éditions Philippe Rey/Seuil. Il faut mentionner que le Bénin qui avait fait la demande de rapatriement et ce faisant avait lancé le débat international sur le rapatriement des biens culturels, a lui aussi commis un groupe d'universitaires et spécialistes du patrimoine culturel qui lui aussi a produit un rapport déposé au président de la république du Bénin, Patrice Talon le 22 février 2020 sous le titre, *Rapport général du Comité de sur la Coopération Muséale et Patrimoniale entre la France et le Bénin (CCMP-FB)*. Voir Nouréini Tidjani-Serpos et alii, *Rapport général du Comité sur la Coopération Muséale et Patrimoniale entre la France et le Bénin (CCMP-FB)*, Cotonou, 2020, (manuscrit).
 14. Le Humboldt Forum a récupéré une partie des collections de l'ancien *Ethnologisches Museum* de Dahlem (Berlin). Le terme de Forum adopté traduit une désignation plus neutre que celui de musée, dans un contexte général où les pays anciennement colonisés réclament le rapatriement de leurs biens culturels. Dans un article paru dans *Zaria Archaeological Papers* (ZAP), Effiboley montrait comment ces changements de noms étaient une stratégie pour gommer la colonialité des anciens musées d'ethnographie à travers l'Europe. Pour plus de détails, lire George Abungu, « The Declaration : A contested issue », *ICOM News*, n° 1, 2004, p. 4 ; et Emery Patrick Effiboley, « Decolonizing African Museums : meaning and imperatives », *Zaria Archaeological Papers*, vol. 12, 2019, p. 34-54.
 15. La déclaration a été signée par 19 directeurs de musées d'Europe et des USA pour s'attribuer une certaine mission universelle en vue de contrer les volontés toujours croissantes de demande de rapatriement par les pays anciennement colonisés. Il y avait entre autres le British Museum de Londres (Grande Bretagne), l'Art Institute of Chicago (USA), Bavarian State Museums of Munich (Alte Pinakothek & Neue Pinakothek), State Museums of Berlin (Allemagne), le Musée national d'ethnologie de Leyde (Pays-Bas), le Weltmuseum Wien (Autriche), le John Paul Getty Museum, le Smithsonian Institution (USA), le Musée du Louvre (France), etc.
 16. J'ai préféré cette désignation Kongo dans la mesure où l'entité politique historique était une et se déployait depuis le fleuve éponyme et jusqu'à l'Angola actuel, une partie du Gabon et du Cameroun. C'est l'arrivée des Portugais et des Européens en général qui a sonné le glas de ce royaume et a permis de le scinder finalement en plusieurs colonies dont deux garderont le nom initial.

Une troisième rencontre, cette fois-ci à l'initiative du Goethe Institute d'Accra (Ghana), a réuni un autre groupe d'universitaires et de spécialistes des musées et du patrimoine culturel sur le thème, « *Fragmented Dilemmas : Where do we go ?* ». À cette occasion, il m'a été explicitement demandé, d'intervenir sur le thème « *Improbable Prospects : "Universal" Museums and the case of repatriation* »¹⁷.

À la suite de la suggestion de mon ancienne collègue, Nontobeko Ntombela de l'université de Witwatersrand à Johannesburg, j'ai rédigé un petit rapport sur les conférences de Kinshasa et d'Accra pour avoir été témoin des deux événements. Intitulé *Comparison between the meetings in Kinshasa and Accra on the issue of restitution of African cultural heritage*, j'y écris ce qui suit :

« Quand on a conscience de comment l'ordre colonial s'est établi, on comprend bien la stratégie dirigiste à l'œuvre à Kinshasa comme s'il y avait un besoin de contrôler ce qui devait être dit. Il y avait comme participants de nombreux professionnels de musée du Congo. Les chercheurs du secteur des arts et de la culture étaient bien représentés. Même les anciens directeurs de l'Institut des musées du Congo (ex Zaïre) étaient de la partie et avaient présenté une communication. Cela permit d'historiciser la question de la restitution sur la table. Tout le monde était en costume et cravate. Il y avait également Guido Gryssels, directeur du Musée d'Afrique centrale de Tervuren, détenteur d'une large part du patrimoine congolais à l'étranger. L'atmosphère était semblable à celle d'une confrontation. Moi, étant de la République du Bénin, j'étais comme un intru dans ce débat belgo-congolais. J'ai spécialement eu cette impression parce que ma présentation portait sur cet épisode des pillages dans le royaume Kongo dont certains ont entendu parler mais qui est peu discutée. À Accra où une délégation du British Museum était passée avant l'atelier, les débats étaient plus cordiaux, sans violence verbale. Il n'y avait pas tant d'impression de confrontation entre anciens colonisés et métropole. Les torts sur les incohérences de la politique patrimoniale étaient attribués à la fois au colonisateur britannique comme aux autorités postcoloniales, en particulier celles d'après le président Kwame Nkrumah¹⁸. »

Et la dernière rencontre, à ma connaissance, est celle organisée les 16 et 17 décembre 2018 par le nouvellement créé Merian Institute of Advanced Studies in Africa (MIASA) et logé à l'université du Ghana à Lagoon. Celle-ci a réuni une palette plus large de participants notamment, du Nigéria, de Namibie, d'Allemagne, de Suisse et des pays comme le Togo, le Cameroun, la Namibie. De toutes ces conversations autour des musées et du rapatriement des biens culturels, seule celle du MIASA a donné lieu à une publication parue dans un numéro spécial du *Contemporary Journal of African Studies* (CJAS) de l'université du Ghana¹⁹.

Toutes ces rencontres ont permis de recueillir les préoccupations des universitaires et professionnels africains des musées et du patrimoine culturel pour une bonne articulation de l'offre muséale du Humboldt Forum mais également pour tâter le pouls au

17. Ato Annan, « *Museum Dialogues in Ghana* », message électronique invitant à prendre part à la conférence organisée par le Goethe Institute d'Accra, 12 novembre 2018.

18. Traduction d'Effiboley.

19. Pour plus d'informations, voir Emery Patrick Effiboley, « *Reflections on the issue of repatriation of looted and illegally acquired African cultural objects in Western museums* », *African Journals Online* (AJOL), vol. 7, Nr. 1 : *Issues of Restitution and Repatriation of Looted and Illegally Acquired African Objects in European Museums*, 2020, p. 67-83, <https://dx.doi.org/10.4314/contjas.v7i1.5> (consulté le 26.10.2022).

sujet des questions qui fâchent. Cette préparation intellectuelle a donc contribué à nourrir les réflexions en vue d'aider à la décision publique au sujet des biens culturels.

Pendant que ces conférences se tenaient à l'initiative et ou avec l'appui de l'Allemagne à travers l'Institut Goethe, le Bénin qui a été à l'avant-garde des débats autour du rapatriement des biens culturels n'a presque rien organisé. Le projet de conférence souhaité par l'État béninois a été reporté *sine die*. En lieu et place, et même pendant les festivités du rapatriement, c'était encore Bénédicte Savoy et Felwine Sarr qui sont venus à Cotonou comme pour nous donner leur lecture de ce processus historique. On a l'impression d'une main mise sur le discours historique et de limites qu'il ne fallait pas franchir alors que c'était une occasion en or de donner une lecture africaine en Afrique de cette histoire des biens culturels pillés pendant la période coloniale. Pour une fois que des pouvoirs publics africains prennent « à cœur » la question du rapatriement des biens culturels africains, une occasion est ratée de parler d'une même voie et à notre propre initiative. C'est certainement Jennifer Ngaire Heuer et Gülru Çakma qui offrent une explication à cette mise en silence qui empêche de questionner ce qu'elles appellent « les récits historiques et d'histoire de l'art » qui peut-être non-intentionnellement « reproduisent certaines manières racialisées et impérialistes de voir et d'organiser le monde et le passé²⁰. »

On peut donc déduire que contrairement au processus bénino-français, la réflexion a été plus inclusive, euro-nigériane, impliquant les responsables des musées détenant les bronzes de la cité *edo* du Bini en Allemagne et ailleurs, avec des universitaires et professionnels africains. À l'opposé, le rapatriement des 26 trésors royaux de la France vers le Bénin a eu lieu sans une réflexion inclusive et ouverte. C'était une occasion ratée pour débattre de la question des affres du colonialisme sur la terre africaine et à l'initiative des pouvoirs publics africains²¹.

Benin Dialogue comme stratégie décoloniale ?

Sur le front des biens culturels *stricto sensu*, l'Allemagne a pris l'initiative d'un partenariat formel avec le Nigéria au sujet des bronzes de la cité du Bini (communément appelé Benin). Bien que n'étant pas le premier responsable du pillage des bronzes²², elle s'est retrouvée en possession d'une large part de ces trésors éparpillés dans les musées allemands et ailleurs dans le monde. Depuis 2017, elle a mis en route un cadre de discussions en vue d'étudier ensemble les conditions de rapatriement de ces trésors à la République Fédérale du Nigéria et créer le cadre de leur sécurisation pour les générations futures.

Le groupe de discussion est composé de directeurs de plusieurs musées allemands et européens et leurs homologues nigériens. Après plusieurs années de discussions, les ministres allemands des affaires étrangères et de la culture, M^{mes} Annalena Baerbock

20. Voir Jennifer Ngaire Heuer, Çakma Gülru (dir.), « Rethinking Race and Representation in Art History and Material Culture of the Eighteenth- and Nineteenth-Century Francosphere », *H-France Salon*, vol. 14, 2022, p. 1-8, ici p. 1, traduit par Effiboley.

21. Qu'est-ce que l'on peut en déduire ? Est-ce un rapatriement intéressé une sorte de retour pour lequel un contre-retour, pour emprunter l'expression de Marcel Mauss, est attendu. L'avenir nous le dira.

22. Les bronzes de la cité *edo* du Bini (Nigéria) ont été plutôt pillés par les Anglais à l'occasion de la guerre de conquête abusivement dénommée « expédition punitive » du 4 février 1897 sous le commandement de l'amiral Rawson. Les trésors du royaume ont été vendus aux enchères par la maison W. D Webster basée à Londres à partir de 1900. C'est ainsi que les établissements allemands comme d'autres à travers l'Europe et les États-Unis les ont acquis en masse. Donc en créant un cadre formel de rapatriement, l'Allemagne procède, dans une certaine mesure à une réparation d'un préjudice dont elle n'a pas été l'auteur mais agit dans le cadre de la solidarité européenne.

et Claudia Roth ont signé le vendredi 1^{er} juillet 2022 un accord sur le rapatriement de plus de mille pièces en bronze du Bini avec leurs homologues nigériens, MM. Zubairu Dada et Lai Mohammed. De l'accord, on peut retenir en substance que :

« L'accord politique avec effet immédiat de transformer 1 100 pièces du Linden Museum de Stuttgart, Humboldt Forum de Berlin, Rautenstrauch-Joest Museum de Cologne, Museum of World Cultures de Hambourg et des collections nationales Collections de la Saxe en propriété nigérienne. Les musées concernés et le gouvernement nigérien négocieront alors les conditions du retour physique de ces objets, certains pouvant demeurer en Allemagne sur la base d'accord entre musées²³ ».

C'est donc effectivement la première fois dans l'histoire du rapatriement des biens culturels qu'un nombre aussi important de biens est retourné d'un coup par un pays occidental²⁴. À l'issue de cet accord, M^{me} Annalena Baerback déclarait :

« Aujourd'hui, nous avons raison de célébrer parce que nous sommes parvenus à un accord sur les Bronzes du Benin, déclarait Baerback du parti allemand des Verts. Ceci est le début du redressement des torts [de l'histoire]²⁵. »

Madame Annaleana Baerback exprime une certaine joie d'être parvenue à un accord avec la partie nigérienne dans le but de rapatrier ce millier de bronzes. Et c'est effectivement un fait historique majeur dans le débat sur la restitution des biens culturels pillés pendant la période coloniale et davantage pour le Nigéria puisque cela fait presque un demi-siècle qu'il réclame officiellement, tant par les canaux bilatéraux que multilatéraux, le retour de ses trésors nationaux. Le ministre nigérien de la Culture, M. Lai Mohammed, s'inscrit dans la même veine en ajoutant que cet accord est : « le plus important processus de rapatriement d'artefacts au monde, et invite instamment les autres institutions à prendre exemple sur l'Allemagne. M. Dada parle de l'un des plus importants jours dans l'histoire de la célébration de l'héritage culturel africain²⁶. »

Le ministre nigérien, Lai Mohammed, parle de ce que je peux désigner comme étant les méfaits de la colonisation qu'il faut réparer en invitant les autres pays à prendre l'exemple sur l'Allemagne. Cela confirme un peu le rôle de « réparateur de la violence coloniale » que l'Allemagne à travers sa politique des biens culturels non-européens voudrait jouer sur la scène internationale. Ce faisant, elle prend aussi le contre-pied du leader colonial qu'elle a assumé à l'orée de la conquête coloniale formelle. Mais la vraie question est de savoir si, l'Europe peut véritablement décoloniser puisque la colonisation a pour objectif fondamental le contrôle du monde et de ses richesses ?

23. Traduit par Effiboley, Philip Oltermann, « Germany hands over two Benin bronzes to Nigeria. Two countries sign restitution agreement covering more than 1,000 items in German hands », *The Guardian*, 01.07.2022, https://www.theguardian.com/world/2022/jul/01/germany-hands-over-two-benin-bronzes-to-nigeria?fbclid=IwAR1gl5Vh8uO33OPOLwu9x5xgVxMAp7JTVBQlxjvK_Ur9sR3d1Rzoi3SsWc0 (consulté le 14.10.2022).

24. Il est utile d'indiquer qu'au moment où l'Allemagne rapatrie plus d'un millier de bronzes du Bini City, la Grande Bretagne dont les soldats étaient les auteurs de ladite expédition punitive, invoque encore le British Museum Act (1963) et le Heritage Act (1983) pour refuser le rapatriement aux propriétaires intrinsèques. Peut-être qu'elle changera de position comme ce fut le cas de la France, lorsque le Bénin avait formulé sa demande en août 2016, au nom des « principes d'inaliénabilité, d'imprescriptibilité et d'insaisissabilité ». Voir Jean-Marc Ayrault, lettre du ministre français des affaires étrangères à son homologue béninois, Aurélien Agbénonci (réf. 007267 CM, 12-12-2016).

25. Voir Annalena Baerback, cité par Philip Oltermann (voir note 23) et traduit par Effiboley.

26. *Idem. Ibid.*

Retour des restes humains namibiens

Si dans les demandes de restitution, les biens culturels occupent une place importante, il y a bien d'autres types de biens tout aussi importants, sinon plus, qui ne jouissent pas de la place vedette. Ce sont bien les restes humains de combattants africains qui, défendant légitimement leur royaume ou leur territoire, ont été assassinés et ou dont les tombes ont été profanées, pillées dans ou à l'occasion des diverses campagnes coloniales ou de « collectes » au nom de la science et dont les parties de corps sont encore conservées dans nombreux musées européens. Si les pratiques coloniales ont été, à bien des égards, les mêmes d'une métropole à une autre, c'est l'Allemagne qui, du fait de sa relation complexe à sa mémoire nationale (notamment par le souvenir des deux conflits mondiaux) puis à celle coloniale, mène une politique plus ouverte voire volontariste, une sorte de *historical redressing* sur la question des restes humains. C'est ainsi que dès 2011, à la faveur d'un projet de recherche doctorale démarré deux ans plus tôt, que Larissa Förster ouvrit la boîte de pandore. Elle écrit à l'occasion du décès de Jérémy Silverster, historien, enseignant au département d'histoire de Namibie et ancien président de l'Association des musées de Namibie (Museums Association of Namibia) en 2021 :

« J'ai rencontré Jeremy en 1999, peu de temps après être entrée en Namibie pour la première fois. Jeremy avait écrit une lettre de soutien au nom du Département d'Histoire de l'université de la Namibie en vue de constituer mon dossier d'autorisation de recherche pour ce qui, initialement était censé être un projet de thèse sur *The Waterberg : perception, appropriation and representation of a cultural landscape* et qui finalement devint *Postcolonial landscapes of memory : How German – and Herero-speaking Namibians remember the war of 1904*²⁷ ».

Ce travail universitaire ouvre la voie à une série de travaux sur les restes humains et les génocides menés dans les pays germaniques et publiés notamment en langues allemande et anglaise²⁸. On peut citer Larissa Förster elle-même, Dag Henrichsen, Holger Stocker, Ciraj Rassool, etc.

Un des points remarquables de ces travaux est que même les premières enquêtes orales ont révélé une certaine prégnance du souvenir de la violence coloniale dans la mémoire collective contemporaine. En effet, un arrière-petit-fils de victimes des drames de pillages de restes humains a même déclaré :

« Je peux encore me rappeler avec précision comment ma grand-mère nous racontait des histoires horribles au sujet de raids, de massacres, de viols, d'enlèvements, de profanation de tombes, exhumation de cadavres et exportations de restes humains dans le Bas Khuseb sur les eaux vers des destinations inconnues. Nous, en tant qu'enfants, prenions cela juste pour des histoires mythologiques de Khoegaren (*i. e.*

27. Voir Larissa Förster, « Jeremy and "Africa accessioned" », *Museum matters, The Newsletter for the Museums Association of Namibia*, issue 36, The Jeremy Edition - Jan-Dec 2021 : *A Special Edition in memory of Dr. Jeremy Gale Sylvester who dedicated his life to Making Museums Matter*, 2021, p. 13, traduit par Effiboley.

28. Voir par exemple Ciraj Rassool, *Human Remains, the Disciplines of the Dead, and the South African Memorial Complex*, 2014 et Ciraj Rassool, « Re-storing the Skeletons of Empire : Return, Reburial and Rehumanisation in Southern Africa », *Journal of Southern African Studies*, vol. 41, Nr. 3, 2014, p. 653-670, <http://dx.doi.org/10.1080/03057070.2015.1028002> (consulté le 14.10.2022). Nicky Rousseau, Moosage Riedwaan et Ciraj Rassool, « Missing and Missed : Rehumanisation, the Nation and Missing-ness », *Kronos* 44, 2015, <http://dx.doi.org/10.17159/2309-9585/2018/v44a2> (consulté le 14.10.2022).

xxxx) mais aujourd'hui je me rends compte qu'il s'agit de ma propre chair et de mon propre sang²⁹. »

L'un des aboutissements de cette recherche est la mise en place, en Afrique de l'ouest, d'un projet « expérimental » intitulé « Provenance des collections du Togo issues de la période coloniale » (2021-2023) (*Provenienz kolonialzeitlicher Sammlungen aus Togo in den « Völkerkunde » Museen in Dresden und Leipzig*). C'est pourquoi également l'Allemagne, dans ce mouvement de rapatriement, s'est engagée à retourner les restes des Herero à l'État namibien le 29 août 2018 après plus de cent ans de détention des restes de combattants en situation de légitime défense. Dans l'article paru sous ma plume au *Contemporary Journal of African Studies*³⁰, et récemment lors de ma conférence du 24 mai 2022 sur le thème *Repatriation of African Cultural Heritage and Challenges/Lessons/Implications for the European Society*, j'ai souligné la nécessité pour les musées allemands et européens en général de rendre les restes humains aux pays de provenance pour que ces âmes aient droit, plus d'un siècle après, à une sépulture digne. Le contraire serait une manière de se mettre en porte-à-faux avec les droits de l'homme censés s'appliquer à tous et partout ailleurs comme la démocratie vendue à pas de charge et à géométrie variable.

Les implications d'un rapatriement réparateur

Corriger un passif colonial at home

Les motivations ainsi que les implications de ces vagues de demande de rapatriement comme les démarches « volontaristes » de restitution sont diverses. Mais ici, l'attention sera portée plutôt sur les implications de cette politique volontariste. En effet, depuis quelques décennies, la physionomie de la société change dans la plupart des pays européens. Il y a de plus en plus de populations européennes provenant des anciennes colonies. Certaines sont de la deuxième voire troisième génération et n'ont de « chez eux » que leur ville européenne natale. C'est un peu en réponse à cela que déjà, dans la seconde moitié des années 1990, la Grande Bretagne avait légiféré en 1996 et 1999 à travers le *Disability and Discrimination Act*, DDA, (1996 et 1999). En 2003, le gouvernement britannique a poussé d'un cran l'exigence de la fonction sociale des musées et autres établissements culturels en émettant la position selon laquelle l'établissement qui manquerait d'attirer des publics issus de la diversité culturelle actuelle se verrait couper les subventions publiques³¹.

Pour sensibiliser et encourager à l'idée de rendre accessibles les services publics aux différentes composantes de la société européenne, l'année 2003 a même été déclarée *Année européenne des personnes vivant avec un handicap* (en anglais, *European Year of People with Disabilities*). Au fil de la présence et de l'augmentation du nombre des populations européennes d'origine étrangère, il s'est fait ressentir la

29. Larissa Förster, Dag Henrichsen, Holger Stoecker, Hans Axasi Eichab, « Re-individualising human remains from Namibia : colonialism, grave robbery and intellectual history », *Human Remains and Violence*, Manchester, Manchester University Press, vol. 4, Nr. 2, 2018, p. 45-66, ici p. 58, traduit par Effiboley, <http://dx.doi.org/10.7227/HRV.4.2.4> (consulté le 14.10.2022).

30. Emery Patrick Effiboley, « Reflections on the issue of repatriation of African cultural objects in Western museums », *Contemporary Journal of African Studies*, vol. 7, Nr. 1, 2020, p. 67-83, <https://dx.doi.org/10.4314/contjas.v7i1.5> (consulté le 14.10.2022).

31. Emery Patrick Effiboley, *Acquisition and Access of an African Collection in a European Museum : Case Study of the National Museum of Ethnology, RMV, Leiden*, mémoire de Master en Muséologie, Université des Arts d'Amsterdam, 2004, p. 73-74.

nécessité de questionner le récit colonial tels que présentés dans les musées et autres établissements culturels³². C'est ainsi que sous la pression de ces dernières, la prise de conscience s'est accrue et s'est emparée du discours historique lui-même. Le plus récent puzzle de cette histoire iconoclaste, à écrire ensemble, est l'ouvrage d'Alice Procter intitulé *The Whole Picture. The colonial story of the art in our museums & why we need to talk about it*³³. Procter est parvenue à la décision d'écrire cet ouvrage du fait de l'absence de certains faits pourtant avérés dans le discours historique public. Procter l'écrit si bien quand elle indique que :

« J'écris ce livre parce que depuis 2017, quelques fois par semaine, j'ai emmené un groupe de gens à visiter un musée sur un parcours non-officiel, non-autorisé, *Uncomfortable Art Tours*, et nous avons discuté des choses qui sont conservées là-dedans, comment elles y ont échoué, et comment elles ont été utilisées pour raconter des histoires à travers le temps. J'ai commencé mes tours sur une position de frustration³⁴. »

C'est dans le même ordre d'idée que s'inscrit l'exposition à ciel ouvert de Postdam à Berlin, *Die Deutschen der 21. Jahrhundert*. À l'initiative du photographe italien, Olivero Toscani et de la branche allemande de la firme d'assurance, Generali. Elle vise à montrer le visage multiculturel de la société allemande d'aujourd'hui ou du XXI^e siècle, telle que l'indique le titre lui-même. Elle donne à voir la diversité de la population à travers les traits physiques, les habitudes vestimentaires, les coiffures, etc.



Fig. 1. Poster de *Die Deutschen des 21. Jahrhunderts*, à Postdam (Berlin).
Photo : Effiboley, mai 2022.

32. Il faut préciser qu'il y a une différence selon que l'on se trouve dans un contexte anglo-saxon ou français. Si dans l'un la différence et la diversité sont facilement acceptées, dans l'autre la conception jacobiniste fait nier celles-ci.
33. Alice Procter, *The Whole Picture. The colonial story of the art in our museums & why we need to talk about it*, Londres, Octopus Publishing, 2020.
34. Procter, 2020, p. 10, traduit par Effiboley.

On y voit des personnes de phénotypes différents, d'origine européenne, africaine, asiatique ; de religion différente comme les Sikh, communauté religieuse indienne qui rejette les castes hindoues, etc.

Par voie de conséquence, il y a une certaine utilité sociale de la promotion de la diversité pour maintenir la cohésion de la société allemande, voire européenne. Cela devient donc de plus en plus insoutenable de tenir le discours historique colonial dans les musées et autres établissements publics tel qu'il l'a été depuis des décennies à l'endroit de citoyens allemands et européens qui, n'ont jamais été au Mozambique, en Turquie, en Namibie ou Cameroun, etc. La situation est pareille pour les autres régions de domination française, anglaise et portugaise. Cela est d'autant plus vrai parce que ces derniers qui, n'ont jamais été à ces endroits, n'ont comme point de référence qu'une ville ou même une bourgade du pays d'adoption de leurs aïeux ou de leurs grands-parents. Plus réaliste encore, ils sont concitoyens et contribuables comme leurs autres compatriotes. Du coup, au nom de la cohésion sociale dans ces pays européens, il devient de plus en plus impérieux pour les établissements publics de rendre compte des faits historiques tels qu'ils se sont passés ou le plus proche possible de la réalité historique ou de mettre les archives coloniales et anciennes accessibles quitte à ce que ceux-là puissent se faire leur opinion de ces faits historiques.

Réparation intellectuelle

Au-delà d'un rapatriement des biens culturels, et des restes humains pour lesquels il faut finalement offrir une digne sépulture et qui ne signifie en réalité qu'un retour physique de ceux-ci à la terre qui les a vus naître, la problématique de la restitution des biens culturels se situe plus, aujourd'hui semble-t-il, au niveau de la rectitude de l'information au sujet de la biographie/itinéraires de ces œuvres et objets culturels dans les collections allemandes et occidentales en général.

Il s'agit aussi de pouvoir les documenter avec la précieuse aide des chercheurs provenant des cultures qui les ont produits pour rendre compte, au mieux qu'il est possible, de ce que représentaient ces biens culturels dans leur lieu d'origine, les circonstances de leur importation et le traitement qui a été le leur pendant leur exil européen. Ces précautions permettront de contribuer substantiellement à écrire une histoire inclusive de ces collections et une histoire mondiale de l'art dans laquelle l'Afrique mérite une place de choix³⁵. Il faut non seulement que ces faits historiques soient abordés mais qu'ils le soient par et du point de vue des défavorisés-victimes de la modernité et du colonialisme européens.

The last but not the least, la prise en otage de l'histoire ainsi que l'ignorance populaire induite et entretenue a généré un racisme institutionnel dont sont victimes les citoyens européens d'origine étrangère. Ceci se manifeste encore dans l'accès aux services sociaux basiques tels que le logement, l'emploi, etc. où nombre de citoyens d'origine étrangère sont discriminés. Donc une telle démarche permettra d'apaiser un tant soit peu les mémoires collectives nationales et par voie de conséquence aboutirait, sinon c'est le souhait, à une mémoire postcoloniale plus apaisée.

35. James Elkins a entamé un projet similaire où il étend le champ d'application d'une histoire mondiale de l'art à travers notamment son essai, « Art History as a Global discipline », dans *Is Art History Global*, New York, Routledge, 2006. Dans ce cadre, il faut rendre hommage à Leo Frobenius, dont on a célébré le centenaire il y a quelques années et qui au plus lugubre moment du discours méprisant de la colonisation, avait fait un travail remarquable sur l'art africain, à la suite de son voyage en Afrique de l'ouest. C'est peut-être le moment de réévaluer ce travail monumental à la lumière des connaissances actuelles, à l'ère décoloniale.

Conclusion

Le positionnement de l'Allemagne par rapport à la mémoire coloniale est bien complexe/ambiguë du fait de son rôle à elle-même dans l'histoire récente du monde. De ce fait, la question du rapatriement des biens culturels se trouve complexe et le pays met en œuvre une politique volontariste vis-à-vis des demandes en provenance d'Afrique et notamment le Nigeria dont une vingtaine de ses établissements détient des bronzes et autres pièces *edo* du Benin City. Cette démarche la place en position d'avant-garde dans le débat sur le rapatriement des biens culturels. Mais au-delà de ses rapatriements, le plus important reste le changement du discours que l'on tient/produit à la fois sur l'histoire des relations euro-africaines largement au détriment de l'Afrique sur le continent lui-même comme dans le monde pour favoriser un vivre ensemble dans la société mondiale qui ne passera pas sans le partage quasi-équitable des ressources terrestres. C'est bien à raison que Bénédicte Savoy et Felwin Sarr parlent d'une « nouvelle éthique relationnelle »³⁶. Tout le reste ne sera que leurres des faibles.

36. Felwine Sarr, Bénédicte Savoy, *Restituer le patrimoine africain*, Paris, éditions Philippe Rey/Seuil, 2018.